

LE MINISTRE ISRAËLIEN QUI INSPIRE LA POLITIQUE  
ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS

## Natan Sharansky, idéologue de la démocratisation forcée



le président Bush le reconnaît désormais publiquement, ses discours de politique étrangère sont inspirés des slogans du vice-Premier ministre israélien, Natan Sharansky. Ancien espion US en URSS, devenu le leader de l'extrême droite au sein du Likoud, cet homme aux multiples facettes a inventé la rhétorique du colonialisme moderne : de la Palestine et de l'Irak à la Russie, il faut démocratiser à la pointe du fusil. Il est aussi le maître d'œuvre des campagnes internationales accusant la France et la Belgique d'antisémitisme.

page 2

« Il n'y a toujours pas de preuves mais... »

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

La première phase de l'opération visant à convaincre l'opinion publique de la culpabilité syrienne dans l'assassinat de Rafic Hariri a été conduite par des éditorialistes et journalistes de la presse conformiste. La seconde étape mobilise des experts « indépendants », et des personnalités politiques proche-orientales.

page 7

REPÈRE : 25 FÉVRIER 1970

### Isla Vista met le feu aux profiteurs de guerre

Le campus d'Isla-Vista, près de Santa-Barbara, en Californie est, depuis les années 50 un important centre d'activisme social, écologiste et anti-guerre au Viêt-Nam. Le 25 février 1970, l'avocat des militants anti-guerre William Kunstler vient parler du procès des « Sept de Chicago », qui viennent d'être condamnés lourdement pour avoir manifesté lors de la Convention Démocrate de 1968. Quand la police, omniprésente dans la ville, tente d'arrêter un leader connu du syndicat étudiant et le passe à tabac dans la rue, c'est l'émeute. Toute la nuit les manifestants se battent avec la police qui riposte à coups d'arme automatique, tuant l'étudiant Patrick Moran. La foule incendie les bâtiments des « profiteurs de guerre » (compagnies pétrolières, bureaux de recrutement de l'armée) et une centaine de manifestants enfonce les grilles de la Bank of America et y met le feu. Tandis que le gouverneur Reagan fait occuper la ville par l'armée et impose un couvre-feu total, traquant les « subversifs », l'émeute s'étend à tout le pays, des bombes incendiaires explosent dans des centres de l'armée et plus d'un million de personnes manifestent contre la guerre.  
<http://www.islavista.org/sfm.html> ■



### DES RESPONSABLES ESTONIENS ENVISAGENT D'INAUGURER UN MONUMENT AUX ANCIENS « SS »

Prévue pour le 8 mai 2005, jour du 60ème anniversaire de la Victoire sur le fascisme, l'inauguration à Tallinn, capitale de l'Estonie, d'un monument à ceux qui avaient combattu pendant la Seconde Guerre mondiale du côté de l'Allemagne hitlérienne aurait sans doute de très graves conséquences pour l'avenir des relations russo-estoniennes. C'est ce qu'a estimé, ce jeudi, dans une interview à RIA-Novosti, le président du Comité pour les Affaires internationales de la Douma d'État (Chambre basse du Parlement russe), Konstantin Kossatchev, qui considère l'initiative comme un « sacrilège [et même] pire, une provocation ». Comme dans bien des États d'Europe centrale et orientale, l'Estonie est gouvernée aujourd'hui par des personnalités liées aux réseaux stay-behind britanniques et formées par eux. Or, pendant la Guerre froide, ces services avaient recruté d'anciens dignitaires nazis de la région pour lutter contre le communisme. 10 après la dissolution de l'URSS, environ 150 000 Estoniens russophones attendent toujours d'obtenir la nationalité. L'Estonie est membre de l'Union européenne bien qu'elle réhabilite les crimes contre l'humanité perpétrés par les nazis et qu'elle discrimine sa minorité russophone (Photo : décoration de SS estoniens par un officier nazi) ■

**Le ministre israélien qui inspire la politique étrangère des États-Unis**

# Natan Sharansky, idéologue de la démocratisation forcée

**le président Bush le reconnaît désormais publiquement, ses discours de politique étrangère sont inspirés des slogans du vice-Premier ministre israélien, Natan Sharansky. Ancien espion US en URSS, devenu le leader de l'extrême droite au sein du Likoud, cet homme aux multiples facettes a inventé la rhétorique du colonialisme moderne : de la Palestine et de l'Irak à la Russie, il faut démocratiser à la pointe du fusil. Il est aussi le maître d'œuvre des campagnes internationales accusant la France et la Belgique d'antisémitisme.**



Natan Sharansky lors d'une conférence traitant notamment du « nouvel antisémitisme », au Canada

C'était le 22 juin 2002 à Beaver Creek (Colorado). Comme chaque année, Gérald Ford et Dick Cheney y présidaient le World Forum (Forum mondial) [1]. Devant un parterre prestigieux, réuni par l'American Enterprise Institute et ses

pseudopodes tel le Projet pour un nouveau siècle américain, l'ex-*refuznik* Natan Sharanski, vice-Premier ministre d'Israël, présentait en toute modestie « *le plan Sharansky pour la paix* » [2]. Après avoir ému l'assistance en donnant sa version de son parcours personnel dans les geôles soviétiques, il expliqua l'échec des Accords d'Oslo : c'est en définitive Yasser Arafat qui refusa de les appliquer parce qu'un dictateur a toujours besoin d'un ennemi pour se maintenir. La paix passe par une transformation préalable de la société palestinienne en une démocratie. Il convient donc de déposer Arafat ; d'instituer un gouvernement provisoire sous contrôle conjoint des États-Unis, de l'Égypte et de la Jordanie ; de démanteler les « *organisations terroristes* » ; de lancer un « *Plan Marshall* » pour la Palestine ; et à l'issue d'un long processus d'éducation, d'installer la démocratie et la paix.

Il n'était guère difficile de reconnaître là, sous une forme à peine relookée, le discours classique du colonialisme, justifiant son occupation par la nécessité d'instaurer une tutelle sur des populations infantiles. Tout au plus, l'orateur avait remplacé le concept éculé de « *mission civilisatrice* » par celui de « *démocratisation* », tout en absorbant la rhétorique raciste de Bernard Lewis sur l'incapacité ontologique des sociétés arabes à assumer leur propre destin [3]. L'auditoire, qui buvait du petit lait, se garda bien de rappeler que ce ne sont pas les Palestiniens qui ont assassiné Yitzak Rabin et que Yasser Arafat a été élu démocratiquement, en 1996. Personne non plus n'observa que la transformation forcée la société palestinienne est déjà mise en œuvre depuis longtemps [4].

Enthousiasmé par ces nouveaux slogans, Paul Wolfowitz prit son très vieil ami Natan Sharansky à l'écart. Déambulant ensemble dans ce site magnifique, accompagnés de leurs nombreux gardes du corps et conseillers, sous les yeux des autres invités, ils affichèrent leur connivence.

Deux jours plus tard, le 24 juin 2002, le président George W. Bush annonçait dans une conférence de presse au jardin des roses de la Maison-Blanche qu'il était temps pour Arafat de se retirer et pour les Palestiniens d'élire de nouveaux leaders qui ne soient pas compromis avec le terrorisme.

Trois semaines plus tard, le 12 juillet 2002, la Maison-Blanche publiait un communiqué accusant les dirigeants iraniens d'atteindre aux libertés et aux Droits de l'homme et les appelant à se retirer.

Ainsi, le président d'un État membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies appelait, en violation de la Charte de San Francisco, au renversement du président de l'Autorité palestinienne et des dirigeants de la République islamique d'Iran, pourtant tous démocratiquement élus et reconnus par l'ONU. La plupart des commentateurs, malgré leur malaise, ne virent dans ces interventions qu'une manière maladroite de s'exprimer. Rares furent ceux qui comprirent le bouleversement qui venait de s'opérer : les États-Unis venaient d'adopter le point de vue colonialiste abandonné par les Européens depuis un demi-siècle ; Natan Sharansky était devenu le gourou de George W. Bush, une influence qui ne serait révélée au public par le président états-unien qu'en 2005 [5].

Avant d'être connu sous le nom de Natan Sharansky, le nouvel idéologue fit la « une » des journaux sous le nom d'Anatoly Sharansky. Citoyen soviétique, né le

20 janvier 1948 en Ukraine d'un père journaliste, il suit des études de physique et de mathématiques. En 1973, il demande à émigrer en Israël, mais se voit refuser l'autorisation, comme il était à l'époque de rigueur pour toute personne travaillant dans l'industrie d'armement. Il participe alors à la campagne conduite depuis les États-Unis par le sénateur Henry « Scoop » Jackson pour contraindre l'URSS à laisser émigrer ses juifs vers Israël. Il noue ainsi des contacts avec les assistants et collaborateurs du sénateur : Richard Perle, Elliott Abrams, Douglas Feith, Abram Shulsky, Paul Wolfowitz.

En 1977, il est arrêté, convaincu d'espionnage au profit des États-Unis, et condamné à 13 ans de prison. Mais, 9 ans plus tard, il bénéficie d'un échange d'espions et recouvre la liberté. Il fait alors son Aliyah et se construit en Israël une image de juif persécuté par « l'Empire du Mal » en s'attribuant le surnom de « prisonnier de Sion ». En 1988, il crée le Forum sioniste, dont l'objectif est de renforcer le peuplement d'Israël en faisant appel aux juifs soviétiques et en les aidant à s'intégrer. Il reçoit la médaille de la liberté des mains du président Ronald Reagan, en 1989. Progressivement son association évolue et, en 1995, elle donne naissance à un parti politique d'extrême droite, le Yisrael B'aliyah, qui finira par se fondre dans le Likoud.

Par ailleurs, il fonde avec son ami Douglas Feith et quelques autres une association pour empêcher la restitution de Jérusalem-Est, illégalement occupée : One Jerusalem. Sur ce thème, il rassemble une pétition de 100 000 Israéliens. Il milite aussi ouvertement pour la déportation des Palestiniens.

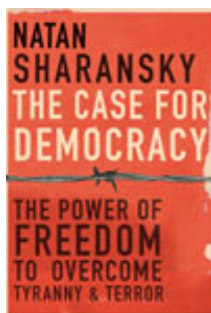
Il entre comme député à la Knesset et rejoint le gouvernement de Benjamin Nétanyahou, en 1996, comme ministre du Commerce et de l'Industrie. Il sera successivement ministre de l'Intérieur d'Ehud Barak, puis vice-Premier ministre du gouvernement d'Ariel Sharon, chargé de Jérusalem et de la Diaspora.

En septembre 2001, l'ONU organise à Durban (Afrique du Sud) une conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance. De nombreuses délégations reprennent une résolution de 1975 qualifiant le sionisme de racisme. Israël et les États-Unis sabotent la conférence et empêchent qu'elle adopte une résolution finale. Cette polémique est brutalement reléguée au second plan par les attentats de Manhattan.

Natan Sharansky développe alors un parallèle entre l'anti-américanisme, l'antisémitisme et l'antisémitisme. Sur sa proposition, le cabinet israélien confie au rabbin Michael Melchior, vice-ministre des Affaires étrangères, la création d'un cabinet de relations publiques chargé de diffuser ce slogan dans la presse occidentale. Sous la houlette du Prix Nobel Elie Wiesel, le journaliste hongrois Matyas Vince, l'ancien vice-Premier ministre de Suède, Per Ahlmark, et le futur ministre canadien de la Justice, Irwin Cotler, s'en font les porte-parole et en masquent le caractère étatique israélien. Des bureaux, discrets et efficaces, sont ouverts dans plusieurs capitales.

Au gré des tensions diplomatiques qu'Israël rencontre avec des États occidentaux, cette « commission de lutte contre l'antisémitisme » exerce des pressions sur eux en menant des campagnes de dénonciation de leur antisémitisme supposé. Rapidement, elle concentre son action contre la France et la Belgique.

Le 30 janvier 2005, le secrétariat d'Ariel Sharon annonce que la « commission de lutte contre l'antisémitisme » sera élevée au niveau d'organe ministériel et désormais directement dirigée par Natan Sharansky [6].



« La Cause de la démocratie.  
La puissance de la liberté pour renverser la tyrannie et la terreur »

En septembre 2004, Sharansky publie, avec l'aide de Ron Dermer, *The Case for Democracy: The Power of Freedom to Overcome Tyranny and Terror*. Il propose de classer les États en deux catégories au regard de leur résultat au « test de la place publique » : si n'importe qui peut venir sur la place centrale de la capitale et tenir des propos contestataires sans crainte, alors ce pays est une nation libre, sinon, c'est une nation de la peur. Les premiers sont des démocraties, les seconds des tyrannies. Puis Sharansky assène quelques axiomes : chaque homme aspire à la

liberté ; les démocraties sont pacifiques, ce sont les tyrannies qui déclarent les guerres ; les tyrans s'inventent des ennemis pour installer la peur dans leurs peuples et justifier de leur autoritarisme. C'est simpliste, mais ça a l'avantage de permettre de justifier aussi bien l'occupation de la Palestine par Israël que celle de l'Irak par les États-Unis. D'ailleurs, cela permet de dire à peu près n'importe quoi ; par exemple : envahir un État pour le « démocratiser » prouve que l'on est soi-même une démocratie pacifique ; ou encore : comme tout homme aspire à la liberté, il n'est aucun pays que nous n'ayons le devoir d'envahir pour le « démocratiser » ; et aussi : les peuples qui craignent notre politique sont manipulés par leurs dirigeants qui sont des tyrans ; etc.

En novembre Natan Sharansky est l'hôte de George W. Bush à la Maison-Blanche. Le président, qui aurait commencé la lecture de l'ouvrage et prétend être arrivé à la page 221, en discutent avec passion.

Le 12 janvier 2005, le *Washington Times* publie un entretien avec le président des États-Unis. Celui-ci déclare : « *Si vous voulez avoir une idée de ce que je pense en politique étrangère, lisez le livre de Natan Sharansky, The Case for Democracy. C'est un grand livre.* ». Le 18 janvier, Condoleezza Rice, auditionnée par le Sénat pour être confirmée comme secrétaire d'État, déclare que **la mission de l'Amérique est de répandre la liberté et la démocratie dans le monde entier**. Le 20 janvier, c'est le discours d'investiture du second mandat. Le monde ébahi entend George W. Bush expliquer que le moment est venu de démocratiser les récalcitrants à la pointe du fusil. Le *Washington Post* révèle que le ministre israélien a aidé à la rédaction du discours [7].

Interrogé à propos de cette influence, le 23 février 2005 en Allemagne à la veille d'une rencontre avec Vladimir V. Poutine à Bratislava, le président états-unien la confirme longuement et précise sans embages que son projet de « démocratisation » concerne aussi la Russie.

À partir du 28 février, Natan Sharansky entreprendra une tournée en Europe au cours de laquelle il s'exprimera dans huit grandes universités. Aucune intervention n'est prévue à Paris, celle de Berlin vient d'être annulée de peur des manifestations qu'elle pourrait susciter. Au « test de la place publique », la France et l'Allemagne viennent de perdre. À n'en pas douter, il faudrait les faire « démocratiser » par les GI's.

[1] « L'Institut américain de l'entreprise à la Maison-Blanche », *Voltaire*, 21 juin 2004.

[2] *Democracy for Peace* par Natan Sharansky, AEI World Forum, 20 juin 2002.

[3] « La Guerre des civilisations » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 4 juin 2004.

[4] « Faire la paix avec les États, faire la guerre contre les peuples » par Youssef el-Aschkar, *Voltaire*, 19 juin 2003.

[5] Cependant *Newsweek* du 15 juillet 2002 évoque le premier cette influence, sans en prendre toute la mesure. Cf « Sharansky's Quiet Role ».

[6] « Sharon appelle à la création d'un corps chargé de l'antisémitisme », *Jerusalem Post* édition française, 31 janvier 2005.

[7] « Bush Speech Not a Sign of Policy Shift, Officials Says », *The Washington Post*, 22 janvier 2005.

---

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

---

# « Il n'y a toujours pas de preuves mais... »

## Analyse

Dans l'exercice consistant à faire accepter à l'opinion publique la culpabilité syrienne dans l'assassinat de Rafic Hariri, la première phase était de mobiliser des éditorialistes et journalistes de la presse conformiste, accompagnée de commentaires ambigus de responsables politiques se montrant agressifs avec la Syrie sans l'associer formellement à l'assassinat de Rafic Hariri. Aujourd'hui, il est temps de passer à la deuxième phase et de mobiliser des analystes « indépendants », des dirigeants de think tank et des personnalités politiques proche-orientales ou des dirigeants de groupes exilés, prélude prévisible à des accusations explicites par les dirigeants atlantistes qui pourront se passer de preuves face à une opinion où la culpabilité syrienne fait consensus. Il s'agit des méthodes qui ont déjà été employées sur la question des armes de destruction massive irakiennes et les accusations de corruption dans le programme pétrole contre nourriture, deux opérations que nous avons étudiées dans nos colonnes. Aujourd'hui, le deuxième étage de la fusée médiatique anti-syrienne est mis à feu tout en profitant de la poussée du premier étage. Ainsi, le travail des éditorialistes ayant été bien fait, la question de l'identité des coupables n'est même plus posée par ceux qui veulent en découdre avec Damas et qui prennent aujourd'hui la parole.

Le directeur du Middle East Forum, Daniel Pipes, estime dans le *New York Sun* et le *Jerusalem Post* que la Syrie a commis ce crime en raison de l'absence d'inspiration tactique de Bachar El Assad, qui, contrairement à son frère mort « accidentellement » en voiture en 1994 et qui devait succéder à Hafez El Assad, n'a jamais été formé pour tenir cette fonction. Par ses erreurs, le dirigeant syrien se serait mis à dos la communauté internationale et il est aujourd'hui temps de faire évacuer le Liban. Dans le *Wall Street Journal* et le *Daily Star*, l'éternel alibi arabe des think tanks néo-conservateurs Fouad Ajami, affirme

pour sa part que la communauté internationale a laissé faire, par calcul, Hafez El Assad dans son entreprise d'annexion du Liban et qu'aujourd'hui, après la mort d'Hariri, elle doit contribuer à « libérer » le pays, une « libération » qui entrerait dans le cadre de la « guerre à la tyrannie », la nouvelle justification du remodelage du Proche-Orient.

L'exilé syrien Farid N. Ghadry, président d'un parti associé à la NED/CIA, le Parti de la réforme en Syrie, appelle dans le *Washington Times* les États-Unis à organiser la déstabilisation de la Syrie en soutenant son parti et en organisant une insurrection sur place. Il en profite pour ajouter à l'assassinat de Rafic Hariri un autre motif d'intervention : la Syrie envoie des troupes en Irak pour combattre la coalition. Si les États-Unis veulent stabiliser l'Irak, il faut donc renverser Bachar El Assad. Cette tribune paraît alors que la chaîne de télévision irakienne financée par la Coalition al-Iraqiya TV a diffusé les « confessions » d'une personne se présentant comme un résistant irakien et prétendant que les camps d'entraînement des résistants irakiens sont en Syrie. Cette prise de position fait également écho à celle d'Iyad Allaoui, qui réclamait depuis longtemps des frappes contre les « camps de terroristes » de l'autre côté de la frontière.

Dans une interview au *Monde*, le leader druze Walid Joublatt appelle à des pressions internationales contre la Syrie et affirme que des négociations avec Damas ne serviraient à rien. Se refusant à demander une intervention militaire, il appelle donc par défaut au même type d'opération que Farid N. Ghadry.

De leur côté, les analystes ne croyant pas à la thèse de la culpabilité syrienne sont obligés de déconstruire ce qui a été martelé dans la presse et ils continuent, à juste titre, à s'interroger sur l'identité des responsables de la mort de Rafic Hariri. Tandis que les partisans d'une ligne dure contre Damas en sont déjà à préparer l'opinion à une action directe ou à une déstabilisation de la Syrie, ceux qui les critiquent sont contraints de s'attaquer aux postulats de départ de leurs adversaires, mais avec un temps de retard et donc avec un décalage par rapport aux problématiques développées dans les médias, ce qui nuit à l'impact de leurs interventions.

Dans une courte oraison funèbre à son ami Rafic Hariri publiée par *Gulf News*, le lobbyiste arabo-états-unien James Zogby demande à ce que toute la lumière soit faite sur la mort de l'ancien Premier ministre libanais et se garde bien de porter une accusation contre qui que ce soit.

L'analyste allemand Carsten Wieland met en doute, dans une interview accordée à la *Deutschland Radio*, la responsabilité du pouvoir syrien dans l'assassinat d'Hariri. Cela entrerait selon lui en contradiction avec toute la stratégie de conciliation mise au point par Bachar El Assad. Il n'exclut pas cependant que des éléments des services de renseignement syriens aient pu y être mêlés. De son côté, l'analyste Patrick Seale juge dans le *Guardian* que la responsabilité syrienne dans la mort d'Hariri est fort peu probable, car cela reviendrait à un suicide politique pour un pays qui se sait surveillé depuis l'adoption de la résolution 1559. Il estime que le coupable est plutôt à aller chercher chez les ennemis de Damas : extrême droite chrétienne libanaise, fondamentalistes musulmans ou Israël, un pays qui cherche à mobiliser le maximum d'alliés avec les États-Unis contre le bloc formé par la Syrie, l'Iran et le Hezbollah. Il affirme également que contrairement à ce que l'opposition libanaise martèle, Rafic Hariri ne l'avait pas rejoint, mais voulait se placer comme l'intermédiaire indispensable aux discussions entre la Syrie et



l'opposition.

Dans une interview à *Izvestia*, Vladimir Issaïev, directeur adjoint de l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences de Russie, développe un point de vue proche : Hariri ne s'est prononcé en faveur d'un retrait syrien que parce qu'il pensait ainsi séduire les Européens. Pour l'auteur, la Syrie et le Liban sont une même entité, divisée par le colonialisme, et le Liban n'existe pas en tant que nation ; sans la présence syrienne, le pays éclaterait vraisemblablement. Sans se prononcer sur les responsabilités dans la mort d'Hariri, il estime que, contrairement à ce qu'affirme l'opposition libanaise, les prochaines élections parlementaires devraient être gagnées par les partis pro-syriens.

Réseau Voltaire

## Daniel Pipes



Administrateur de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes est le fondateur du Middle East Forum et l'auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates. Pour une biographie détaillée, voir l'enquête que le Réseau Voltaire lui a consacrée.

### « La libération du Liban approche »

Source : Jerusalem Post

, New York Sun

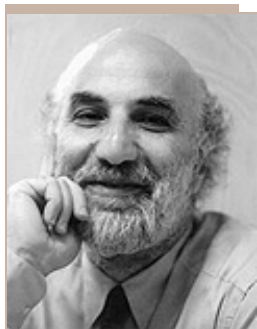
Référence : \_ « Lebanon's Liberation Approaches », par Daniel Pipes, *New York Sun*, 22 février 2005.

« The myopic eye doctor », *Jerusalem Post*, 23 février 2005.

Le texte en Français peut être trouvé ici sur le site de l'auteur.

Le sort de la Syrie a été grandement déterminé par la mort accidentelle en voiture de Basil El Assad qui devait prendre la succession de son père Hafez El Assad. Il fut remplacé au pied levé par Bachar El Assad, qui devint ainsi le deuxième dictateur dynastique après Kim Jong Il et avant Faure Gnassingbé. D'autres fils attendent leur tour en Égypte, en Libye et au Yémen. On crut d'abord que le fils allait rompre avec les méthodes du père et c'est ce qu'il fit au début avant de revenir aux méthodes autocratiques, soit par choix personnel, soit par soumission aux alliés de son père. Toutefois, s'il emploie les méthodes paternelles, il n'a pas le génie tactique d'Hafez El Assad. Il a ainsi multiplié les erreurs en soutenant Saddam Hussein puis en violant une promesse qu'il venait de faire à Colin Powell. Ces erreurs ont entraîné l'adoption du Syria Accountability Act puis de la résolution 1559. Ces deux textes encouragèrent des dirigeants libanais comme Walid Jumblatt ou Rafic Hariri à demander le départ des Syriens. Bachar El Assad a alors à nouveau fait la preuve de son incompétence en tuant le second, ouvrant ainsi la voie à l'accroissement des pressions sur son pays et à l'indépendance du Liban. Voilà comment un accident de la route influence l'Histoire.

## Fouad Ajami



Fouad Ajami est professeur d'études moyen-orientales à la Johns Hopkins University. Contributeur régulier du magazine *Foreign Affairs* il est l'auteur de *Dream Palace of the Arabs : A Generation's Odyssey*.

### « Mort d'un homme d'affaire »

Source : Daily Star

, Wall Street Journal

Référence : « Death of a Businessman », par Fouad Ajami, *Wall Street Journal*, 17 février 2005.

« Hariri sought the dignity of a businessman's peace », *Daily Star*, 23 février 2005.

Rafic Hariri, qui vient d'être tué dans un attentat, était pourtant le moins probable des martyrs de la cause de l'indépendance libanaise. Il était passé de la pauvreté à la richesse grâce au patronage des Séoud et il n'avait pas grande foi dans les opinions politiques, il croyait à l'importance de la richesse et du pragmatisme. Il estimait que la place du Liban était dans la lignée de son héritage phénicien : faire du commerce, des activités bancaires et du tourisme. Il a toujours tout fait pour rester du bon côté face aux Syriens. Il connaissait les risques d'affronter Damas et les assassinats commis par la Syrie contre les nationalistes libanais.

Hafez El Assad avait toujours considéré que le Liban était à lui ; la guerre lui a permis de s'en emparer et de faire de ce pays à la culture riche une base pour son armée et une base lucrative pour les trafics qui enrichissaient sa kleptocratie. Cette prise du Liban a été rendue possible par le silence du reste du monde qui a vu la Syrie comme le pompier d'un Liban volatile. Les États-Unis ne soutinrent pas Michel Aoun, quand celui-ci se rebella contre les Syriens en échange de l'engagement de Damas contre l'Irak lors de la première Guerre du Golfe. On sacrifia donc à la souveraineté du Koweït, qui avait du pétrole, la souveraineté du Liban, qui n'avait que des cèdres.

Hariri s'était éloigné de Damas en se croyant protégé par ses liens avec Jacques Chirac et les Séoud. Il s'était associé aux chrétiens et aux druzes et la Syrie a riposté. Il faut désormais que la Syrie quitte le Liban. Le Liban, mon lieu de naissance, n'aura plus jamais sa splendeur passée mais il peut redevenir un phare de la modernité arabe. Ce serait un pas dans le sens du développement de la liberté dans le monde arabe.

## Farid N. Ghadry



Citoyen états-unien d'origine syrienne et ancien employé de l'entreprise d'armement états-unienne EG&G, Farid N. Ghadry est président du Reform Party of Syria (RPS), un parti formé peu de temps après le 11 septembre et dont une délégation était présente lors de la célébration des 20 ans de la National Endowment for Democracy.

### « La stratégie de survie syrienne »

Source : Washington Times

Référence : « Syrian survival strategy », par Farid N. Ghadry, *Washington Times*, 23 février 2005.

L'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri n'ouvre pas une nouvelle crise au Proche-Orient, c'est le point culminant des tensions entre les États-Unis et la Syrie, qui ont commencé en avril 2003 quand les troupes états-uniennes se sont installées à bagdad. Pendant deux ans, les États-Unis ont utilisé des moyens diplomatiques pour traiter avec Damas, mais les problèmes ont émergé quand la dernière bataille conventionnelle pour sauver le régime irakien, en avril 2003, a été menée par des " volontaires " syrien et non pas par des Irakiens. Ensuite, la Syrie a accueilli les ba'asistes irakiens qui ont pu s'y regrouper, s'organiser et contre-attaquer via la frontière irako-syrienne. En mai 2003, Colin Powell s'est rendu à Damas et il a reçu les habituelles promesses creuses. En décembre 2003, le Congrès a adopté le Syria Accountability Act, puis les États-Unis et la France ont fait adopter la résolution 1559 le 2 septembre. La Syrie a répondu en assassinant Hariri. Il est significatif que l'ancien allié des Syriens, Walid Joumblatt, a dénoncé le rôle de Damas dans ce crime.

Nous assistons à la stratégie habituelle des Syriens : semer le trouble à l'étranger (Liban et Irak) pour se protéger. Face à cette vieille stratégie, les États-Unis doivent eux en adopter une nouvelle et soutenir une offensive populaire syrienne contre Damas. Il faut mobiliser les Syriens et aider le Reform Party of Syria (RPS).

## Walid Joumblatt



Fils de Kamal Joumblatt, Walid Joumblatt est un homme politique libanais, figure de la communauté druze et de l'actuelle mouvement anti-syrien au Liban. Il préside le Parti socialiste progressiste.

### « Il n'est pas question de discuter avec un pouvoir fantoche »

Source : Le Monde

Référence : « Il n'est pas question de discuter avec un pouvoir fantoche », par Walid Joumblatt, *Le Monde*, 23 février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

M. Amr Moussa, de la Ligue arabe, a déclaré en sortant de chez le président syrien que ce dernier était disposé à appliquer les accords de Taëf, mais cette histoire traîne depuis 15 ans. Il faut immédiatement constituer un gouvernement d'union nationale au Liban et démanteler l'appareil sécuritaire syrien conjoint avec les Libanais. Les garanties fournies par M. Moussa sont totalement insuffisantes. La Syrie est quelque part responsable de la mort

d'Hariri et elle couvre un gouvernement libanais fantoche. Quand on parle de gouvernement libanais, c'est d'un gouvernement simplement géré par le Gauleiter syrien, dans la Bekaa. On ne peut pas négocier avec la bande de criminels de Damas, il nous faut des assurances quant au retrait syrien. Il faut d'abord des élections libres, ensuite le départ d'Émile Lahoud et Omar Kamaré, puis établir un calendrier précis concernant le retrait syrien. Les discussions sur le retrait syrien dans le parlement libanais ne mèneront à rien car, hormis l'opposition, ce parlement est à la solde des Syriens. Il faut également une enquête internationale sur la mort de Rafic Hariri et la commission internationale d'enquête désignée par Kofi Annan est une excellente chose, mais il faut que le commissaire irlandais Fitzgerald puisse interpeller les plus hauts responsables syriens et libanais, et les hommes politiques.

Le point de rupture avec les Syriens a été la tentative d'assassinat contre Marouane Hamadé, en octobre 2004, juste après que l'on a pacifiquement osé dire non à la décision de Bachar Al-Assad de prolonger le mandat présidentiel de M. Lahoud. Ils, c'est-à-dire Syriens et Libanais, ont essayé de tuer Marouane. Puis, quand on a demandé l'application de Taëf, ils ont assassiné Hariri. Nous ne réclamons pas une intervention militaire de la France ou des États-Unis : nous ne sommes pas des traîtres. Nous demandons, en tant que citoyens libres et libanais, le respect des Droits de l'homme. Nous voulons un Liban indépendant et libre, ni plus ni moins. Il faut que le président syrien comprenne que le mur de Berlin est tombé, que l'empire soviétique est tombé. Je sais que je prends un risque en demandant cela, mais je me souviens de mon père et que le sacrifice doit être accepté pour l'indépendance de ce pays.

## James J. Zogby



James J. Zogby est président et fondateur de l'Arab American Institute, lobbyiste politique démocrate et membre du Council on Foreign Relations. Il présente le programme de radio et de télévision « A Capital View » sur l'Arab Network of America qui est également retransmis au Proche-Orient, et est éditorialiste hebdomadaire

### « Hariri, un visionnaire pour le Liban »

Source : Gulf News

Référence : « Hariri : a visionary for Lebanon », par James J. Zogby, *Gulf News*, 24 février 2005.

Rafic Hariri était un géant politique et un visionnaire dont les accomplissements reflètent les qualités. Il possédait une grande volonté et une volonté de concentrer sa richesse et ses nombreux talents à la poursuite des buts qu'il s'était fixé pour lui et son pays. Il avait des ennemis bien sûr : les grands hommes en ont toujours. Les terroristes qui l'ont tué ont fait plus que cela, il ont poignardé le fragile Liban.

J'ai souvent été au Liban, pays dont je suis originaire, dans les années 70 mais je n'ai plus pu m'y rendre durant la guerre. Cela ne m'avait pas empêché de constituer une association humanitaire d'aide aux enfants libanais et de rester attaché à ce pays. Quand j'y suis retourné en 1990, j'ai rencontré Rafic Hariri et il m'a impressionné par son caractère visionnaire et sa capacité à faire ce qui semblait impossible. Au fur et à mesure de mes voyages, j'ai vu Beyrouth reprendre vie progressivement grâce à lui. Il faut être résolu à trouver et punir

de *Gulf News*. Il est le frère de John Zogby, le PDG de Zogby International.

les meurtriers d'Hariri et également les priver de leurs rêves de voir s'effondrer le rêve d'Hariri : un Liban restauré, revitalisé et unifié. Le rêveur est mort mais le rêve vit.

## Carsten Wieland



Carsten Wieland est spécialiste du Moyen-Orient au Goethe-Institut du Caire.

### « L'assassinat de Hariri va à l'encontre des intérêts Syriens »

Source : Deutschland Radio

Référence : « Mord an Hariri läuft syrischen Interessen entgegen », par Carsten Wieland, *Deutschland Radio*, 18 Février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Les menaces contre la Syrie ne sont pas nouvelles, elles sont de plus en plus fréquentes depuis le début de la guerre en Irak. La mort de Rafic Hariri est en tous cas contraire aux intérêts syriens ; je suis persuadé que cela n'a pas été planifié au sommet de l'État. La Syrie fait profil bas depuis le début de la guerre. Elle est prête à mener des négociations avec Israël, elle a essayé de rendre la frontière avec l'Irak la plus étanche possible ; même les Etats-unis sont incapables de contrôler totalement les frontières irakiennes. Cet attentat contre Hariri est contraire à la stratégie de Damas.

Depuis le 11 Septembre, la Syrie figure parmi les partenaires les plus sûrs dans la lutte contre Al Qaïda, qui a d'ailleurs conseillé à ses membres de ne pas faire confiance à la Syrie. Le régime syrien a combattu depuis longtemps contre les Frères Musulmans et les radicaux islamistes dans la région. Cette image a été renversée juste avant la guerre en Irak. Le bureau de Damas, qui sert de vitrine politique à l'OLP, est loin de signifier que la Syrie est la cellule dirigeant les attentats suicides en Israël. Il est clair que la Syrie entretient des liens avec le Hezbollah mais c'était jusqu'à présent dans l'intérêt des Américains et des Israéliens.

L'arrivée au pouvoir de Bachar El Assad a suscité des espoirs de libéralisation et il n'a pas entamé son crédit aux yeux de la population la plus jeune, qui est aussi la plus nombreuse en Syrie. Le pouvoir n'est plus unique, concentré à Damas, et certains pensent que Bachar n'a plus un contrôle absolu sur le pays. Je n'exclue pas à cent pour cent la possibilité que certains sous-groupes des services secrets syriens, ayant pris leur indépendance, associés à des ennemis personnels de Hariri, aient quelque chose à voir avec l'attentat. L'enjeu est grand, la Syrie n'est pas seulement sous pression américaine mais aussi sous pression islamiste.

## Patrick Seale



Patrick Seale est un analyste et auteur réputé sur le Proche-Orient. Contributeur régulier à *Gulf News*. Il a notamment publié des ouvrages sur l'histoire contemporaine de la Syrie et une biographie d'Abu Nidal.

### « Qui a tué Rafic Hariri ? »

Source : The Guardian

Référence : « Who killed Rafik Hariri ? », par Patrick Seale, *The Guardian*, 23 février 2005.

Si la Syrie a tué Hariri, cela peut-être considéré comme un acte de suicide politique, compte tenu de sa situation internationale. Aussi, la responsabilité syrienne dans ce meurtre est hautement improbable ; le crime est plus probablement le fait des nombreux ennemis de la Syrie.

On ne peut nier les nombreuses erreurs commises par la Syrie au Liban et l'appareil du renseignement militaire syrien a bien trop souvent fait preuve d'ingérence dans les affaires libanaises, notamment en exigeant la prolongation du mandat d'Émile Lahoud. La Syrie a toutefois semble-t-il reconnu ses erreurs puisque Bachar El Assad a limogé la semaine dernière son chef du renseignement militaire pour le remplacer par son beau-frère. Une purge de l'appareil du renseignement syrien au Liban est attendue.

Hariri n'était pas à proprement parlé un ennemi de Damas. Pendant dix des douze dernières années, il a été Premier ministre malgré l'influence syrienne. Quelques jours avant sa mort, il discutait d'une possible visite à Damas avec le vice-ministre des Affaires étrangères syriennes et il n'avait pas vraiment rejoint l'opposition, il se voyait davantage comme le médiateur entre l'opposition et Damas.

Dans ce cas, qui l'a tué ? Les candidats ne manquent pas, de l'extrême droite chrétienne aux fondamentalistes musulmans, en passant par Israël. Ce dernier pays s'est fait une spécialité des assassinats ciblés dans tout le Proche-Orient et avec les États-Unis, il cherche à rallier la communauté internationale contre l'Iran, la Syrie et le Hezbollah, une organisation qu'Israël veut pousser l'Europe à déclarer comme terroriste, ce que la France refuse de faire malgré sa querelle avec la Syrie.

Il y a bien plus en jeu qu'une lutte entre clans rivaux au Liban.

Vladimir Issaïev



Vladimir Issaïev est directeur adjoint de l'institut d'études orientales de l'académie des sciences de Russie.

## « Al Hariri a payé pour son projet de Suisse arabe »

Source : Gazeta

Référence : « ..... », par Vladimir Issaïev, *Gazeta.ru*, 16 Février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le Liban comme pays unifié n'existe pas, on a ce que j'appellerais les " Emirats libanais unis ", le pouvoir central contrôle Beyrouth et ses environs et a quelques liens avec les Émirats. La situation est proche aussi de celle de l'Afghanistan, les soldats syriens qui sont 14 000 au lieu de 35 000 au début, contrôlent Beyrouth et les routes principales. Dans certaines régions comme les régions druzes, ils sont totalement absents, en revanche ils contrôlent l'appareil d'État. Le gouvernement libanais actuel sympathise avec les Syriens, il ne prend aucune initiative sans leur aval. De nombreux Syriens travaillent au Liban et de nombreux Libanais en Syrie, des représentants officiels de leurs gouvernements respectifs parlent d'un peuple qui a été injustement séparé par les colonialistes. Il a même été question d'un gouvernement unique, la libre circulation du capital, des biens et des personnes est un fait et l'influence conséquente de la Syrie a empêché l'éclatement du Liban.

Rafic Hariri était l'un des piliers de l'économie libanaise. Parmi les 100 personnes les plus riches de la planète au sortir de la guerre civile, il a injecté 15 milliards de dollars dans la reconstruction du pays. Les gens en place actuellement, avec le soutien de la Syrie, l'ont écarté du pouvoir pour se partager le gâteau. Son retour signifiait bien sûr leur éviction. Ce n'est un secret pour personne, presque tous les hôtels de Syrie sont contrôlés par des Libanais et presque tous les restaurants du Liban par des Syriens. De nombreux groupes religieux n'avaient aucun intérêt dans le maintien du *statu quo* au Liban, le Hezbollah financé par l'Iran entre autres. L'assassinat de Hariri pourrait ébranler sérieusement cette construction fragile, mais la psychologie orientale pourrait être un rempart contre ce scénario, l'héritier remplaçant le représentant au pouvoir d'une famille quand celui-ci disparaît.

D'après moi, il ne faut en aucun cas retirer les troupes syriennes, Hariri s'était déclaré en faveur de ce retrait uniquement pour attirer les Européens au Liban. Si l'on voulait faire des élections normales il faudrait soit passer outre le principe confessionnel qui est inscrit dans la constitution et sur lequel s'est construit le Liban, soit faire un recensement pour conserver le système actuel : il n'existe que des estimations du nombre de votants. Si la situation reste inchangée, la majorité du gouvernement sera pro-syrienne à l'issue des élections.